

Analyses

PAC, lait, viande, Mercusur, glyphosate, numérique, retraites, formation

Cheminade : comment je vois l'avenir de l'agriculture

vendredi 6 avril

Economie



Producteurs de lait et éleveurs sinistrés côtoient des fermes connectées dernier cri... Vite, une nouvelle PAC régulatrice, productive et rémunératrice pour assurer un avenir à tous les agriculteurs ! Entretien avec Jacques Cheminade, le 13 mars 2018.

REFAIRE DE L'AGRICULTURE UN GRAND MÉTIER D'AVENIR

Propos recueillis par Christine Bierre, rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

Monsieur Cheminade, le Salon de l'Agriculture vient de fermer ses portes. C'est le moment de faire le bilan d'une situation du monde agricole qui apparaît comme terriblement disparate. D'un côté des agriculteurs sinistrés, avec un taux de suicide de presque deux par jour, soit 20 à 30 % de plus que le reste de la population. De l'autre, des agriculteurs qui, grâce à une modernisation importante, ou du fait qu'ils sont dans des domaines protégés comme les appellations d'origine, semblent, au contraire, bien tirer leur épingle du jeu. Parlons d'abord des premiers. Le problème, à la base, est qu'ils sont obligés de vendre leur production à un prix inférieur au prix de revient. Selon la Mutuelle

sociale agricole, en 2016, 40 % des exploitants ont eu des revenus déficitaires et, en tout cas, ne dépassant pas 340 € par mois. Comment en sommes-nous arrivés là, malgré nos très fortes capacités agricoles ?

Jacques Cheminade : Il faut bien voir d'abord ce que représente l'agriculture en France : en 2016, 461 000 dirigeants d'exploitations agricoles pour 754 000 emplois (production de végétaux, animaux et services associés). Elle a encaissé globalement 71,1 milliards d'euros annuels. Avec 386 000 salariés, l'industrie agro-alimentaire a atteint 171 milliards de chiffre d'affaires.

Cet ensemble est secoué de crises récurrentes qui frappent les producteurs, en particulier de lait, de porc et de viande bovine. La situation est devenue intolérable et insupportable pour eux. Pourquoi ? Parce que les distributeurs et les industriels de la transformation poussent à des prix toujours trop bas, tous étant exposés à la concurrence des marchés internationaux. On a mis en rivalité, en faisant tomber les protections, les agriculteurs du monde entier et, évidemment, ceux qui ont le degré de développement le plus élevé font face à la concurrence de ceux qui en ont moins.

Dans ces conditions, beaucoup d'agriculteurs travaillent à perte. Sans les subventions européennes de près de 9,1 milliards sur la période 2014-2020, plus de la moitié des exploitants agricoles mettraient la clef sous la porte. On leur a fait une situation intolérable tout en les rendant dépendants des subventions européennes. On prévoit par ailleurs qu'après 2021, il y aura une réduction de 15 % des aides de la Politique agricole commune (PAC), en raison de la perte de la contribution britannique dans le budget européen et d'une hausse des dépenses liées à la sécurité européenne.

Comment en est-on arrivé là ? En pratiquant à l'échelle internationale une politique systématique de dérégulation, comme on l'a fait sur l'ensemble des marchés financiers. On a appliqué à l'agriculture des critères de profit à court terme, alors que c'est le domaine économique qui s'inscrit le plus dans le moyen et long terme. Les cours se sont effondrés, situation aggravée par une spéculation sans limite. Les banques, elles, ont créé des instruments financiers qui permettent de jouer sur les marchés financiers : Amundi par exemple.

Ce qu'il faudrait, c'est une nouvelle PAC régulatrice, productive et rémunératrice. On a créé une situation où chacun se bat contre les autres pour défendre sa marge et son prix alors que dans notre agriculture, il y a de la place pour tout le monde, de la permaculture au bio, de l'agriculture raisonnée jusqu'à l'agriculture industrielle. L'idée d'une PAN (Politique agricole nationale) se substituant à la PAC n'est, elle, pas sérieuse car elle mènerait à une guerre autodestructrice de tous contre tous. .

LA LOI DE M. MACRON

Revenons sur cette question des prix garantis. Le 31 janvier, le gouvernement a présenté son projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et il prétend que désormais ce problème est réglé, qu'à l'avenir, ce sont les coûts de production qui seront à la base des négociations entre producteurs, industriels et grande distribution. Est-ce que vous y croyez, vous ?

Ce n'est pas une question de croyance, c'est une question de faits ! Notre président a des conseillers, comme Jean-Baptiste Moreau, qui est éleveur de vaches limousines, député de la Creuse, et Olivier Allain, éleveur de bovins et de poules pondeuses dans les Côtes d'Armor. Mais leurs conseils ne portent pas sur le cœur du problème. On a élevé de 10 % le seuil de revente à perte, tout en encadrant les promotions pour les réduire à 34 % du volume par produit. Ces deux mesures peuvent aider, mais ce ne sont que des sparadraps sur un problème très grave.

Le gouvernement prétend aussi que si les ententes entre agriculteurs deviennent la règle, ils sauront s'en tirer, citant par exemple l'Exploitation familiale de Bretagne, des Pays de la Loire et de la Nouvelle Aquitaine, qui a créé sa propre marque en lait. Ça marche, disent-ils, on est arrivé à commercialiser le lait sans intermédiaires avec, à l'arrivée, une rémunération d'un SMIC et demi par mois, comme le demandaient les syndicats agricoles. On l'a fait pour les légumes, le vin et il y a aussi la marque dont tout le monde parle, « C'est qui le patron ? », mais qui ne paie que 39 à 41 centimes le litre de lait, au lieu des 44 qui seraient nécessaires pour entretenir et renouveler l'outil de production et arriver réellement à un revenu équivalent à 1,5 SMIC. On voit toute une série d'initiatives intéressantes, mais qui ne s'attaquent pas à la cause du problème.

LE MERCOSUR

Comment ce gouvernement peut-il prétendre avoir réglé la question des prix alors qu'en même temps, il organise des négociations avec le Mercosur (Marché commun d'Amérique du Sud) ?

Sur cela se greffe le problème de la concurrence internationale. Il n'y a pas que le Mercosur, qui représente 70 000 tonnes de viande de bœuf ; avec le CETA, on pourrait arriver au moins à 100 000 tonnes avec, en perspective, un total de 200 000 tonnes importées. Or, c'est une concurrence avec des pays qui n'ont pas les mêmes conditions que nous, ni sanitaires, ni de contrôle, mais qui peuvent dans certains cas, comme l'Argentine avec ses troupeaux qui paissent dans la nature, fournir une viande de qualité. C'est une concurrence contre laquelle une protection est justifiée en défense du consommateur et du producteur. Or il y a une faillite complète de l'Europe par rapport à cela.

LES GAGNANTS ET LES PERDANTS

Venons-en à ce secteur de l'agriculture française qui, nous dit-on, se porte bien. Tout le paradoxe de notre agriculture me semble illustré par ces deux fermes du Morbihan : celle de Saint-Brieuc de Mauron, qui a défrayé la chronique il y a quelque temps car l'un de ses exploitants, à 46 ans seulement, a mis fin à ses jours, criblé de dettes. Et dans le même département, Néovia lance la « ferme du futur » qui s'installe à Saint-Nolff, où, dit-on, grâce à des bâtiments ergonomiques connectés, robots et tests de régimes nutritionnels des animaux, les vaches seront nourries au gramme près, soignées avant même de devenir malades, et les agriculteurs pourront s'affranchir des tâches les plus ingrates et retrouver l'espoir, et même le sourire. Selon vous, quels sont ceux qui tirent leur épingle du jeu ?

L'adaptation à la loi des marchés financiers n'est pas, bien entendu, un critère. Il y a des gens extrêmement compétents qui s'y intéressent, mais tout le monde ne peut pas le faire. Adopter le numérique n'est pas une recette miracle, par contre l'accompagnement vers le numérique, dans un contexte de justes prix, est une évolution nécessaire et prometteuse.

Il y a la valorisation par intégration des filières et par les circuits courts. On peut pratiquer une politique d'intégration en utilisant des capteurs, des drones et tout ce qu'il faut pour contrôler la production, une agriculture moins consommatrice d'intrants chimiques et d'énergie, tout en produisant davantage.



LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DANS L'AGRICULTURE C'EST QUOI ?

1. Une agriculture plus économe, une réduction des tâches les plus pénibles et chronophages pour l'agriculteur !
2. Les robots remplacent l'agriculteur dans les tâches les plus ingrates : traite, désherbage, ensemencement, moisson.
3. Les capteurs permettent à l'agriculteur de surveiller de près, sans se déplacer, les animaux et les cultures.
4. Les capteurs associés à l'utilisation de satellites permettent de connaître avec précision les besoins en eau et intrants, et l'état des cultures en temps réel.
5. Des plateformes informatiques permettent le partage des équipements.

J'ai eu une discussion extrêmement intéressante avec les responsables de la ferme expérimentale de la Blanche-Maison à Pont-Hébert, dans la Manche. Ils m'ont expliqué comment on peut, grâce à des capteurs, suivre l'état des récoltes et le degré d'eau dont elles bénéficient, et même identifier l'évolution de la récolte par la couleur, non seulement pour le colza ou le blé, mais aussi pour les pâturages, en utilisant des drones. On peut contrôler des surfaces plus grandes par satellites (avec un passage tous les deux jours au lieu de cinq, que l'on cherche à obtenir à l'échelle européenne). Mais on ne peut pas reconverter tout le monde à l'agriculture la plus moderne dans un délai aussi court.

LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE EN FRANCE EN CHIFFRES

- 79 % des agriculteurs utilisent internet, plus que la population en général.
- 81 % consultent au moins une fois par jour pour leur activité (météo, cours et marchés agricoles, surveillance des troupeaux, matériels d'occasion, semences).
- 62 % ont installé au moins une application agricole dans leur ordinateur et en moyenne, trois.
- 50 % des éleveurs laitiers possèdent un robot pour traire, distribuer le fourrage ou nettoyer les étables.

On peut cependant s'inspirer de cette ferme expérimentale, en formant aux techniques du futur les élèves des collèges et lycées publics, des Maisons familiales rurales (MFR) et de l'enseignement agricole privé (CNEAP). J'ai eu d'ailleurs l'opportunité de discuter au Salon avec les présidents de ces deux associations de l'enseignement agricole privé, Xavier Michelin des MFR et François Paliard de la CNEAP, qui font un travail remarquable. On pourrait faire appel à tous les réseaux d'enseignement agricole, à certains agriculteurs des GIEE (Groupement d'intérêt économique et écologique) qui s'y intéressent et à tous ceux qui ont entrepris d'expérimenter. On leur offre une mise à jour et la possibilité de créer une plateforme pour qu'ils puissent voir pratiquement en temps réel l'état de leur production et son développement. Ça c'est l'idéal, mais tout le monde ne peut pas le faire instantanément.

Comment diffuser cet idéal auprès de tous, c'est là que se pose la grande question de la haute qualité de notre

enseignement agricole et de cette nouvelle génération d'agriculteurs, à qui il faut assurer les conditions pour qu'ils puissent s'installer, c'est-à-dire les financements. Le numérique et la robotique, c'est l'avenir, mais il ne peut y avoir d'avenir sans financements et justes prix.

LE BIO PEUT-IL APPORTER UNE SOLUTION ?

Le bio couvre aujourd'hui 6,5 % de la surface agricole dite utile. Cela représente 8 milliards d'euros en 2017, avec une croissance de 13 % en France. Donc le bio existe ! Ceci dit, une bonne moitié des produits bio que nous mangeons est importée, et parmi ces produits importés il y a du faux bio, en Espagne, en Italie ou ailleurs. En vérité, je pense que le vrai bio et l'agriculture raisonnée forment un tout et qu'il faut les situer dans le concept de modernisation et de développement global de notre agriculture, sans entrer en contradiction avec une agriculture de petite surface – la fameuse permaculture – ni surtout avec une agriculture de grande surface, dite industrielle, qui, à ce stade, reste indispensable.

GLYPHOSATE

Que pensez-vous de la question du glyphosate ?

Concernant cet herbicide, qu'on utilise depuis plus de 40 ans pour les productions agricoles (le Roundup est commercialisé par Monsanto depuis 1975), certains rapports disent que c'est extrêmement dangereux. Anthony Samsel et Stephanie Seneff affirment qu'on peut le prouver par des corrélations statistiques, mais cette méthodologie est très contestable. On peut certes être inquiet, mais il faut pousser plus loin la recherche. On ne peut pas dire, comme Emmanuel Macron : d'ici trois ans on arrête tout. Alors que dans cinq ans, en Europe, on va tout réexaminer et pas forcément arrêter. La sagesse est de poursuivre les études sur le glyphosate avec des gens sérieux. Ainsi, Mme Christiane Lambert, de la FNSEA, a réuni 35 acteurs du monde agricole pour étudier comment réduire l'utilisation de produits phytosanitaires.

On doit entamer une recherche qui ne soit pas celle promue par les Marie-Monique Robin, consistant à exploiter des craintes en allant à l'encontre de l'idée même de science.

Il faut aussi penser en termes de bassins de production et de ces fameuses New Breeding Techniques (nouvelles techniques d'amélioration des plantes), qui font appel à la génétique pour rechercher des substituts aux intrants utilisés actuellement. Bref, il y a tout un domaine à explorer. A terme, il nous faut une Nouvelle PAC.

Sur ces grands problèmes que nous venons d'aborder, notamment l'endettement des agriculteurs et la modernisation progressive des équipements, quelles sont vos propositions à court et à long terme ?

A terme, l'horizon, c'est une nouvelle PAC. Mais pour cela, on ne peut pas compter sur l'Union européenne actuelle, qui est l'Europe des faux monnayeurs, une fausse Europe. Bref, il faut changer d'Europe pour mettre en place une vraie PAC des producteurs.

Cela ne veut pas dire que nous sortons de l'Europe et qu'après l'application de l'article 50, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cela veut dire qu'il faut bâtir ensemble quelque chose qui marche, et sinon, la France doit pratiquer la politique de la chaise vide, comme De Gaulle avait su le faire. « *Je suis européen* », comme De Gaulle le disait aussi, mais pour bâtir une vraie Europe !

Notre vision de la PAC doit être la mise en place d'un marché régulé, ordonné, pour que chacun puisse vivre de sa production. Ce marché doit prendre en compte les nécessaires modernisations de l'agriculture et nos intérêts au niveau international. Cela ne veut pas dire ne plus importer de bananes de République dominicaine, mais négocier avec elle pour qu'elle améliore ses produits. Il faut penser PAC de production, PAC de modernisation, PAC de filières. On doit, dans cette perspective, garantir des prix plancher au niveau européen, permettant au producteur de vivre, de rembourser ses emprunts et d'investir. Tout en organisant au cas par cas des moratoires et des annulations de dettes.

PROPOSITIONS

- A court terme, il faut rétablir des revenus agricoles décents. Un producteur de lait doit pouvoir gagner un SMIC et demi. Actuellement, on est à peine au-dessus de 30 centimes le litre, il faut atteindre au minimum 45-48 centimes. Sans cela, on risque à terme une pénurie de lait. Aujourd'hui, on nous dit qu'il y en a trop, parce qu'on a créé des conditions un peu artificielles pour continuer à en produire. L'Europe déborde de poudre de lait : qu'est-ce qu'on en fait ? Peut-être négocier avec des pays comme la Chine qui ont besoin de lait de qualité, dans une perspective gagnant-gagnant.
- Par ailleurs, il faut verser des retraites au minimum équivalentes au SMIC et des pensions de réversion de 75 %.
- Ensuite, il est urgent d'organiser la structuration de nos filières et d'aider systématiquement à la mise à jour des bâtiments agricoles. Il faut mettre fin aux nouvelles normes et réglementations soi-disant écologiques et climatiques, formatées par l'agro-business, surtout lorsqu'elles livrent nos producteurs à la concurrence de pays plus laxistes. Et aussi arrêter la paperasserie. Nos agriculteurs, comme nos médecins généralistes, y passent plusieurs heures par semaine. Il faut combattre l'oligopole des grandes centrales d'achat et interdire aux banques de proposer à leur clients des placements spéculant sur les prix des matières premières agricoles. On multipliera les circuits courts, afin de couper les ailes aux vautours financiers. Or, il est parfois difficile, pour des cantines d'écoles publiques ou autres, de commander des produits locaux, à cause de la concurrence et de l'obligation de choisir le meilleur prix. Mais le « meilleur vivre » doit être plus important que le meilleur prix.
- En profondeur, on doit renouer avec l'idée de modernisation protégée que nous avons portée dans les années 1960, en vue d'un marché nécessairement mondial, mais qui devra être organisé et protégé. Actuellement nous avons un marché mondial désorganisé qui donne le pouvoir non pas aux producteurs industriels et agricoles, mais à ceux qui tiennent les leviers financiers dans le monde entier.
- A l'exception des pays qui tiennent ces leviers bien en main, comme la Chine et la Russie. En Russie, à cause des sanctions auxquelles on les a soumis, suivies de contre-sanctions, l'agriculture s'est développée et maintenant, ce pays produit de la viande et du lait qui, un jour, pourraient nous faire concurrence. Il faut penser non pas en termes de sanctions, mais de coordination des productions.

COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

Ne craignez-vous pas qu'on balaye vos propositions en alléguant qu'il est impossible de les appliquer tous seuls ? Peut-on effectivement faire appel à la Russie et à la Chine pour avoir l'effet de levier nécessaire pour en sortir ?

Oui, à condition d'être très fermes dans les négociations, en disant aux Chinois : vous parlez d'approche gagnant-gagnant, de l'avantage d'autrui, eh bien appliquons-le ensemble et on verra comment le faire en pratique. Il y a déjà des agriculteurs français qui travaillent en Sibérie et en Chine : ils produisent un camembert russe, ou un fromage qui y ressemble !
